



L'idéal des Gilets Jaunes

Par [Jean-Yves Jézéquel](#)

Mondialisation.ca, 10 février 2020

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

Il est plus que temps de comprendre que l'État ne donnera absolument aucune autre réponse aux Gilets jaunes et à ceux qui se sont joints à eux, que celle de la répression absolue. L'annonce du déblocage financier faite par Macron, le 10 décembre 2018, est restée bien entendu lettre morte dans la réalité, puisque la pauvreté a augmenté depuis le début des Gilets jaunes. En 2020, il y a 400.000 pauvres de plus qu'en 2018, en France, selon les statistiques récentes publiées par l'INSEE. L'Institut national des statistiques a également publié récemment le chiffre de 9 millions 300.000 pauvres sur l'ensemble du pays.

Ce qui reste donc de cette belle annonce, c'est un magnifique enfumage ayant pour but de donner aux médias collabos, le combustible bon marché pour une critique exacerbée des Gilets jaunes et associés de la convergence des luttes. Pourquoi l'État ne donnera aucune autre réponse aux revendications légitimes des Français que celle de la répression?

Parce que, normalement, la politique c'est le souci du bien commun et notamment, un chef d'État c'est quelqu'un qui est là pour veiller sur les intérêts du bien commun. Il y a bien longtemps que la politique a été prise en otage par les flibustiers du monde de la finance et la logique destructrice du capitalisme.

Il est utile de rappeler que les Gilets jaunes ont été une fabuleuse opportunité politique pour le pays. Pourtant ce signal fort n'a pas utilement interpellé la macronie et il n'a rigoureusement rien obtenu de l'État. Il a redécouvert autre chose qui concerne les personnes elles-mêmes: des retrouvailles citoyennes avec la fraternité. Il reste encore à conquérir la solidarité (égalité) réduite à néant par des réformes qui ne pensent pas « bien commun » et la liberté devenue symbolique avec le saccage systématique des libertés publiques acquises tout au long des aléas de notre histoire.

Les Gilets jaunes ont été considérés comme des moins que rien et traités comme des terroristes. Dans la tête de ce pouvoir actuel, il s'agit « d'éradiquer cette vermine inutile » au bien-être des profiteurs d'en haut. « Cette vermine de Gilets jaunes doit être maltraitée à outrance; il est indispensable de tout exagérer les concernant et afficher une tolérance zéro pour tout ce qui peut provenir de leurs rangs! » disent en substance les commentaires de certains membres LREM et des valets de l'État à leur dévotion...

Si les Gilets jaunes persistent, il faudra bien logiquement que le pouvoir en vienne à une méthode de dressage plus radicale encore que celle appliquée depuis novembre 2018...

Les Gilets jaunes ont toujours été le synonyme d'une demande de politique, un retour de la politique. Le pouvoir en place, celui qui est entré par « effraction à l'Élysée », dixit Macron,

ne veut justement pas de politique mais de profit, de rentabilité, d'assainissement de la « dette ». Les hommes politiques ont été remplacés par les banquiers. La demande de politique, c'est la demande de reconnaissance, de respect des personnes et du bien commun, d'aide aux plus défavorisés et aux plus modestes, d'une solidarité de la Nation... Avec Macron c'est tout le contraire qui se voit et qui se fait, allant jusqu'à brader le meilleur du patrimoine français! Ces derniers jours c'était le tour de la puissance nucléaire militaire française qu'il est actuellement question de mettre entre d'autres mains que celles des Français!

La demande des Gilets jaunes était donc irrecevable de la part de gens qui sont des serviteurs de la caste des financiers. La volonté démocratique est quelque chose d'anachronique pour Macron, puisque la démocratie implique l'horizontalité. Macron avait déclaré qu'il mettait en avant la verticalité puisqu'il affirmait son caractère « jupitérien ». Il signifiait d'emblée qu'il serait autoritaire, totalitaire, confisquant le pouvoir pour lui et son parti, contournant tous les droits constitutionnels et autres pour arriver à ses fins!

Pour cet homme entré par « effraction » à l'Élysée, comme il s'en est lui-même amusé, le peuple est fait de « gens qui ne sont rien », « de gens qui coûtent un pognon dingue », « de fainéants qui devraient traverser la rue et trouver un boulot », « de Gaulois réfractaires », « d'illettrés », « d'abrutis qui mangent avec les doigts, boivent de la bière à la bouteille et pratiquent le barbecue »...! Puisqu'ils ne « sont rien », il est hors de question de leur donner quelque chose.

La violence est dans les mots, dans le mépris et dans l'arrogance avant d'être dans les injustices sociales, fiscales, judiciaires et policières...

Ces profiteurs d'en haut forment le 1% des déconnectés de la réalité du grand nombre. Ils n'en ont que faire de l'intérêt du bien commun, de l'intérêt général, des autres. Les 99% restant, ne sont pas nécessaires au bien être indécemment de ce 1% des ultra riches. Cette caste peut vivre sans le « commun » dont elle a fait sécession. Ce ne sont pas les pauvres, les défavorisés, les modestes, les déshérités de la vie qui ont fait sécession d'avec « l'État de droit », ce sont les super riches qui se sont radicalisés et qui ont fait sécession d'avec le commun. Les profiteurs d'en haut n'ont pas besoin de l'Éducation Nationale, ils mettent leurs enfants dans les écoles privées depuis la maternelle. Ces écoles privées, comme l'école alsacienne à Paris, recrutent leurs élèves par une hyper cooptation. Ces 1% d'ultra riches n'ont pas besoin non plus du système de santé, ils ont leurs médecins privés, leurs cliniques privées, leurs assurances santé privées... Pourquoi devraient-ils se battre pour maintenir un système qu'ils n'utilisent pas eux-mêmes? Avec les infrastructures routières c'est la même chose: pourquoi ne les auraient-ils pas placées entre leurs mains privées pour les exploiter? Où est le problème? Puisque les péages ça rapporte gros, c'est donc la chose à faire de toute évidence! Mais les autres, le peuple, les impôts de tous qui ont créé ces routes et les ont entretenues depuis si longtemps, comment peut-on oublier si facilement que ces biens font partie du patrimoine national? Il faut rembourser la dette, vendre et renflouer les banques: les intérêts du bien commun, ça n'existe plus; les 1% s'en moquent éperdument, c'est pas leur problème! D'ailleurs, pour ces gens-là, le « bien commun » est quelque chose d'indécemment, d'anachronique, d'ubuesque: tout cela est contraire et incompatible avec ce monde déconnecté des ultra riches.

Il faut dire également que c'est le monde des travailleurs jusqu'aux cadres supérieurs eux-mêmes qui sont exclus de ce monde des ultra riches, car même les cadres supérieurs dépendent de leur travail et des infrastructures de l'État; ils mettent leurs enfants à

l'Éducation Nationale, à l'université, dans les grandes écoles publiques, ils ont la sécurité sociale et le système des retraites...

C'est cela qui explique la violence actuelle et la résistance de l'immense majorité des Français contre les OPA d'initiés du gouvernement Philippe, aux dépens de ceux dont la vie est tributaire de leur travail.

L'idéal des Gilets jaunes c'est le retour du politique, le besoin d'inclusion dans la vie commune, le besoin d'écoute, de respect et le droit de vivre dignement grâce à la redistribution opérée par la solidarité. L'idéal des Gilets jaunes c'est le « vivre ensemble » et le « vivre bien », c'est l'idéal démocratique qui n'a encore jamais existé en France, comme on l'a vu en détail dans des articles précédents. Et tout cela est irrecevable par la caste au pouvoir, car contraire à sa réalité déconnectée de la condition du grand nombre.

Je recherchais une figure historique emblématique qui pourrait représenter adéquatement les Gilets jaunes et leur implication exceptionnelle dans notre histoire. S'il y a bien une figure emblématique qui représente à merveille l'idéal des Gilets jaunes, c'est Louise Michel, l'héroïne de la Commune de Paris: je n'ai pas trouvé mieux!

La deuxième Révolution française, voire la troisième, dite de la Commune, qui a été une révolution contre les injustices sociales, s'était déclenchée en 1871 et elle avait pris fin du 22 au 28 mai 1871 dans une répression sanglante dirigée par le président de la Troisième République: Adolphe Thiers. La grande Révolution n'avait pas créé les conditions d'une démocratie s'inspirant des principes de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen: liberté, égalité, fraternité! Le peuple français devait recommencer une « nouvelle » révolution! Avant la Commune il y avait déjà eu deux épisodes extrêmement forts de la révolte pour plus de justice sociale: c'était la Révolution de Juillet 1830 et la Révolution Française de 1848.

Aujourd'hui, depuis novembre 2018, le peuple Français a recommencé une troisième ou en réalité une cinquième révolution, afin d'accomplir le projet de la Déclaration des Droits de l'Homme, en créant des Assemblées constituantes fondamentalement consacrées à la réécriture d'une Constitution en accord avec la volonté du peuple devenu enfin « souverain »! La France a connu des libertés publiques importantes - ce qui n'est plus le cas aujourd'hui - mais jamais la démocratie au sens vrai de ce mot. Depuis l'adoption de la « Constitution européenne », imposée aux Français par Sarkozy en 2008, les citoyens ont découvert une forêt de sens interdits dressée devant eux se rajoutant à la perte exceptionnelle des libertés publiques. La France est devenue une entreprise dans laquelle règnent le fascisme ultra libéral et des patrons complètement fermés à tout objectif et projet politique...

En 1870, Louise Michel était élue présidente du Comité de vigilance des citoyennes du XVIIIe arrondissement de Paris. Très active pendant la **Commune de Paris**, Louise Michel faisait partie de la frange révolutionnaire la plus radicale et se portait même volontaire pour aller seule à Versailles s'occuper du cas d'**Adolphe Thiers**. Sa mère ayant été arrêtée et menacée d'être exécutée pour faire pression sur elle, Louise Michel se livrait à la police pour la faire libérer. Surnommée la **Vierge Rouge**, elle était condamnée à la déportation à vie et envoyée en **Nouvelle Calédonie** où elle restera jusqu'en 1880.

Accueillie par la foule à Paris, Louise Michel reprenait son activité militante. Elle donnait des conférences, intervenait dans des meetings, défendait l'abolition de la peine de mort, les

ouvriers et les chômeurs. En 1888, Pierre Lucas, un extrémiste, attentait à sa vie en la blessant à la tête, mais elle témoignait au procès de celui-ci pour qu'il n'aille pas en prison. Lassée par les calomnies et le manque de liberté d'expression, Louise Michel allait s'installer à Londres en 1890 où elle gérait une école libertaire. Mais, à la demande de **Sébastien Faure**, elle allait revenir en France en 1895. Arrêtée à plusieurs reprises lors de manifestations, elle serait à nouveau emprisonnée pendant trois ans avant d'être libérée sur l'intervention de **Clémenceau**.

Louise Michel mourait d'une pneumonie à Marseille au cours d'une tournée de conférences dans le sud de la France. Sa santé était usée par la déportation, les conditions climatiques, la mauvaise nourriture et les incarcérations successives. Une foule de 120 000 personnes l'accompagnait lors de ses funérailles jusqu'au cimetière de Levallois.

Cette histoire de Louise Michel résonne en nous en évoquant bien des figures des Gilets jaunes qui ont été maltraitées, mutilées, humiliées, arrêtées, abusées, condamnées...

En me penchant sur l'Histoire et en regardant de plus près la mémoire, j'ai été surpris par un retournement étrange des choses.

En soi, il n'était pas surprenant d'apprendre que Louise Michel appartenait à un atelier maçonnique, ni qu'elle fut franc maçonne du « Droit Humain », car son engagement de révolutionnaire en première ligne de la Commune de Paris, était cohérent avec l'idéal humaniste de la maçonnerie spéculative!

Ce qui devenait en soi beaucoup plus surprenant, c'était de savoir que de nombreux magistrats ayant condamné arbitrairement des centaines de Gilets jaunes, depuis novembre 2018, étaient des Francs Maçons! Il était beaucoup plus surprenant de savoir qu'un préfet, Michel Lallement, symbole du « camp » de la violence policière, hors la loi, anticonstitutionnelle, organisant et cautionnant la répression pour la répression, fut un Franc Maçon! Il était beaucoup plus surprenant en soi de savoir que le Directeur Général de la Police française, pratiquant la répression acharnée des Gilets jaunes, et non pas garantissant un droit constitutionnel à manifester, fut un Franc Maçon! Il était beaucoup plus surprenant en soi de savoir que ce même Directeur Général de la police fut, avec Castaner, le vrai responsable couvrant les fins de non recevoir de l'IGPN, ainsi que l'impunité de tous ces policiers qui ont largement violé le code de déontologie de la police nationale française...

On peut se poser cette question: comment l'idéal humaniste de la maçonnerie, qui a poussé Louise Michel à son engagement révolutionnaire dans la Commune de Paris, a-t-il pu avoir l'effet contraire sur ces Francs Maçons placés dans les instances du pouvoir et devenus les représentants et défenseurs les plus acharnés de la caste des profiteurs d'en haut?

La réponse qui m'est venue est la suivante: parce que ce monde maçonnique, ayant oublié son idéal humaniste, a compulsivement recruté son personnel dans le milieu des privilégiés et des « élites » fréquentant les secteurs décisionnels ou verrouillant les commandes du pouvoir dans les hautes administrations. Résultat: tous ces Francs Maçons installés dans les structures de l'État et qui oppriment abusivement le peuple aujourd'hui, sont, dans un premier temps, des traîtres à l'idéal humaniste de la véritable maçonnerie, puis dans un second temps, des traîtres à la Nation, en violant le droit constitutionnel sans états d'âme, puisque pour justifier leurs actes, ils sont obligés de s'en référer à la constitution européenne, écrite et inspirée par l'idéologie du fascisme ultra libérale, qui prévaut!

Cet étrange retournement des choses, entre la figure emblématique de Louise Michel associée au combat des Gilets jaunes et la figure de quelques maçons au service de sa répression, nous indique à quel point la société a dérivé vers l'égoïsme exacerbé des profiteurs d'en haut, entraînant une maltraitance pour ceux d'en bas qui subissent cette violence depuis 40 ans!

L'idéal des Gilets jaunes tel que nous l'avons défini, est celui du plus grand nombre. C'est donc lui qui prévaudra, même s'il y a auparavant un probable et nouvel épisode du « 22 au 28 mai 1871 », sous une forme sans doute déguisée de terrorisme, pour faire passer cette violence ultime dans les cerveaux anesthésiés de propagande et justifier la mobilisation de l'armée. Aucune dictature ni aucun empire, fut-il tout puissant, n'a jamais prévalu sur les peuples qui, chaque fois, ont été amenés à secouer le joug de l'injustice et du dressage pour restaurer leur droit à la dignité...

Jean-Yves Jézéquel

Photo en vedette : 23/03/2019, Montmartre, acte XIX du mouvement des gilets jaunes.

Photo par [Olivier Ortelpa](#). Source : [Wikimedia Commons](#).

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)

Copyright © [Jean-Yves Jézéquel](#), [Mondialisation.ca](#), 2020

Articles Par : [Jean-Yves Jézéquel](#)

A propos :

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une trentaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca